



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

A/46/307 ✓  
S/22805  
17 juillet 1991

ORIGINAL : FRANCAIS

ASSEMBLEE GENERALE

Quarante-sixième session

Points 60 l) et 61 de la liste  
préliminaire\*

DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET :  
DESARMEMENT REGIONAL

EXAMEN ET APPLICATION DU DOCUMENT  
DE CLOTURE DE LA DOUZIEME SESSION  
EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE  
GENERALE

CONSEIL DE SECURITE

Quarante-sixième année

Lettre datée du 12 juillet 1991, adressée au Secrétaire général par  
le Représentant permanent du Cameroun auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe le document final adopté par les représentants des pays membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) sur les mesures de confiance, la sécurité, le désarmement et le développement en Afrique centrale, à l'issue du séminaire-atelier sous-régional organisé à Yaoundé du 17 au 21 juin 1991 par le Département des affaires de désarmement en collaboration avec le Gouvernement camerounais.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale au titre des points 60 l) et 61 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Pascal BILOA TANG

\* A/46/50.

Annexe

PROGRAMME DE FORMATION SUR LA RESOLUTION DES CONFLITS, LA  
PREVENTION ET LA GESTION DES CRISES ET LE RENFORCEMENT DE  
LA CONFIANCE ENTRE LES ETATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTE  
ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEEAC)

Séminaire à l'intention des hauts cadres militaires  
et civils

Yaoundé, République du Cameroun

17-21 juin 1991

DOCUMENT FINAL

Le Séminaire sur la résolution des conflits, la prévention et la gestion des crises et le renforcement de la confiance entre les pays membres de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) s'est tenu à Yaoundé (Cameroun) du 17 au 21 juin 1991.

I. ORGANISATION ET DEROULEMENT DES TRAVAUX

1. Le Séminaire a été organisé par le Département des affaires de désarmement du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en collaboration avec le Gouvernement de la République du Cameroun.

2. Le Séminaire a regroupé des hauts cadres civils et militaires des pays ci-après :

- Burundi
- Cameroun
- Congo
- Gabon
- Guinée équatoriale
- République centrafricaine
- Rwanda
- Sao Tomé-et-Principe
- Tchad
- Zaïre

3. La cérémonie d'ouverture était présidée, le 17 juin 1991, par S. E. le docteur Jacques-Roger Booh Booh, Ministre des relations extérieures du Cameroun, qui a dit le mot de bienvenue au nom du Gouvernement du pays hôte. L'importante déclaration du Ministre des relations extérieures du Cameroun, ainsi que celles de S. E. Yasushi Akashi, Secrétaire général adjoint des Nations Unies chargé des affaires de désarmement, de S. E. Melanio Ebendeng Nsomo, Ministre de la défense de la République de Guinée équatoriale et représentant du Président exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) de S. E. l'Ambassadeur Kasasa Cinyante Mutati, Secrétaire général de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale, ont orienté les travaux de l'atelier.

/...

4. Les participants au séminaire-atelier, dont l'objectif était d'informer et de former les hauts cadres civils et militaires des Etats membres de la CEEAC sur les techniques de prévention et de gestion des crises, et les mesures d'ordre politique, économique et militaire susceptibles d'accroître la confiance, la transparence, et le développement socio-économique à l'intérieur de nos Etats et au niveau sous-régional, ont examiné de nombreuses questions complexes traitées par des spécialistes de haut niveau, à savoir :

- Les questions politiques, militaires et économiques internationales contemporaines dans leurs rapports avec la paix, la sécurité, le désarmement et le renforcement de la confiance entre les Etats africains;
- La militarisation des affaires africaines et ses implications pour la paix et le développement du continent;
- Le règlement pacifique des différends et le non-recours à la force : le droit et la réalité;
- Le nouveau système international et ses implications sur la paix et la sécurité en Afrique, avec accent sur la sous-région de l'Afrique centrale;
- Les réformes de l'administration publique comme facteur de paix et de progrès en Afrique, avec accent sur la sous-région de l'Afrique centrale;
- L'ajustement structurel et la croissance économique soutenue comme facteurs de paix et de progrès en Afrique;
- Le rôle et la fonction de la Commission de défense de l'Organisation de l'unité africaine.

5. Un exercice de simulation du Conseil de sécurité des Nations Unies a été organisé sur le "Mandat, l'établissement et la gestion d'une force de maintien de la paix". En outre, les délégués ont participé à :

- Une session de "brainstorming" sur "la démocratisation, les droits de l'homme et la paix dans le contexte africain";
- Une discussion de groupe sur les thèmes : "Devrait-on réduire les dépenses militaires africaines? Si oui, pourquoi et comment? Le cas de l'Afrique centrale".

6. Lors de la séance d'évaluation du séminaire tenue le 20 juin 1991, les participants ont estimé que celui-ci a atteint le double objectif poursuivi, à savoir, d'une part, servir de forum pour l'échange d'idées et de perspectives entre les représentants et, d'autre part, fournir une formation pratiques dans les aptitudes nécessaires et les techniques modernes de résolution pacifique des conflits, de prévention et de gestion des crises et du renforcement de la confiance.

## II. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Les participants au séminaire-atelier sur la résolution des conflits, la prévention et la gestion des crises et le renforcement de la confiance entre les Etats membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale ont adopté aux termes de leurs travaux une résolution dont sera saisie la quarante-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Ils ont émis le voeu que la communauté internationale continue à apporter son appui à la vaste entreprise initiée par les Etats de l'Afrique centrale et qui doit aboutir à :

- La conclusion d'un pacte de non-agression et l'adoption d'instruments juridiques portant sur un système d'assistance mutuelle et de défense collective aux plans sous-régional et régional;
- La création dans le cadre des formations universitaires ou militaires existantes dans notre sous-région d'un centre d'études stratégiques et l'établissement de la coopération sous-régionale en matière de formation militaire;
- L'organisation d'exercices militaires conjoints et de patrouilles mixtes;
- La création sous les auspices de l'ONU d'un comité consultatif permanent chargé des questions de sécurité;
- L'intensification de la présence diplomatique effective de chaque Etat dans tous les autres pays;
- Les modalités de réduction des budgets militaires et de sécurité et l'affectation des ressources dégagées au développement socio-économique et notamment aux projets de développement régionaux et nationaux;
- L'établissement de lignes rouges entre nos chefs d'Etats; et
- Le renforcement de la coopération économique, tel que prévu par le Traité instituant la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC).

Les participants ont en outre exprimé leur profonde gratitude au Département des affaires de désarmement de l'Organisation des Nations Unies pour l'assistance qu'il a fournie en vue de la préparation et de l'organisation du Séminaire.

Tout en rendant hommage au Secrétaire général de l'ONU, les participants l'ont enfin prié de continuer à fournir à leurs Etats les conseils et l'assistance nécessaires à la réalisation des objectifs définis dans le cadre de la mise en oeuvre des mesures propres à accroître la confiance, la sécurité et le développement en Afrique centrale.

Fait à Yaoundé, le 21 juin 1991.

-----